

**ACCORD DE PARTICIPATION AUX COÛTS DE TIERCES PARTIES  
ENTRE LE MINISTRE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE ET  
LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD)**

CONSIDÉRANT que le Gouvernement de la République du Congo (ci-après dénommé le donateur) à travers la Direction Générale des Collectivités Locales, s'engage par le présent Accord à verser des fonds au Programme des Nations Unies pour le développement (ci-après dénommer le PNUD) au titre de la participation aux coûts aux fins de la réalisation du Plan de Travail Annuel (PTA) intitulé «**Appui au processus de la décentralisation**», Numéro des Projets dans ATLAS 00074344-00074665-00071689, en République du Congo;

CONSIDÉRANT que le PNUD est prêt à recevoir et à administrer la contribution aux fins de la réalisation du projet,

CONSIDÉRANT que le Gouvernement du Congo a été dûment informé de la contribution du donateur au projet,

CONSIDÉRANT que le PNUD désignera un partenaire pour la réalisation du projet (ci-après le "partenaire de réalisation"),

Le PNUD et le donateur ont convenus de ce qui suit :

**Article premier. La contribution**

1. a) Le Gouvernement versera au PNUD, conformément à l'échéancier ci-dessous, une somme de **150 000 000 (Cent cinquante millions)** CFA laquelle sera déposée sur le compte local du bureau du PNUD Brazzaville intitulé «**UNDP REPRESENTATIVE**» ouvert au Crédit Lyonnais Congo et dont les références sont ci-après précisées :

CDCO BZV CREDIT DU CONGO  
Code Banque 30011 Code Guichet 00020  
Numéro de compte 2020346573000 Clé RIB 42  
Code IBAN : CG39 3001 1000 2020 3465 7300 042  
Code BIC : CRLYCGCG  
Code Swift : AGRIFR  
«UNDP Representative in Congo», référence n° 202034657300000

Échéancier des paiements<sup>1</sup>  
**15 Juin 2012**

Somme  
**150 000 000 FCFA**



b) Le donateur informera le PNUD du versement de la contribution par un message électronique contenant les renseignements relatifs au paiement adressé à : [contributions@undp.org](mailto:contributions@undp.org), en fournissant les données suivantes : Direction Générale du Plan et du Développement, République du Congo, PTA « Appui au processus de la décentralisation », Numéro des Projets ATLAS 00071334-00074665-00071689. Cette information figurera également dans l'avis de versement à la banque lorsque les fonds seront versés au PNUD.

2. La valeur du paiement, si celui-ci est effectué dans une devise autre que le dollar des États-Unis, est déterminée en appliquant le taux de change opérationnel des Nations Unies en vigueur à la date du paiement. En cas de modification du taux de change opérationnel des Nations Unies avant l'utilisation entière par le PNUD du paiement, la valeur du solde des fonds toujours en sa possession à ce moment-là est ajustée en conséquence. Si, dans un tel cas, une perte de la valeur du solde des fonds est enregistrée, le PNUD en informe le donateur en vue de déterminer si un financement supplémentaire peut être fourni par celui-ci. Si ce financement supplémentaire n'est pas disponible, l'assistance devant être fournie dans le cadre du projet peut être réduite, suspendue ou abandonnée par le PNUD.

3. L'échéancier des paiements ci-dessus tient compte du fait que les paiements doivent être effectués avant l'exécution ou la mise en œuvre des activités envisagées. Il peut être modifié pour s'adapter à l'avancement de l'exécution du projet,

4. Le PNUD accepte et administre la contribution conformément à ses propres règles, règlements, politiques et procédures.

4. Tous les comptes et états financiers doivent être libellés en dollars des États-Unis.

5.

## **Article II. Utilisation de la contribution**

1. L'exercice des responsabilités du PNUD et de l'organisme d'exécution ou du partenaire de réalisation en vertu du présent accord et du descriptif de projet dépend de la réception par le PNUD de la contribution, conformément à l'échéancier des paiements figurant à l'article premier, paragraphe 1, ci-dessus. Le PNUD n'entamera la réalisation des activités qu'une fois reçue la contribution ou la première tranche de celle-ci, selon le cas.

2. Si des augmentations imprévues des dépenses ou engagements sont attendues ou réalisées (qu'elles soient dues à des facteurs inflationnistes, à la fluctuation des taux de change ou à des impondérables), le PNUD soumet au donateur en temps opportun une estimation du financement complémentaire qui sera nécessaire. Le donateur fait tout son possible pour obtenir les fonds supplémentaires requis.

3. Si les paiements visés à l'article premier, paragraphe<sup>1</sup>, ci-dessus ne sont pas reçus conformément à l'échéancier des paiements ou si le financement supplémentaire requis conformément au paragraphe 2 ci-dessus ne peut pas être obtenu du donateur ou d'autres sources, l'assistance devant être fournie dans le cadre du projet peut être réduite, suspendue ou terminée par le PNUD.

4. Tout revenu d'intérêt attribuable à la contribution est porté au crédit du compte du PNUD et est utilisé conformément aux procédures standards du PNUD.

### Article III. Administration et rapports

1. La gestion et les dépenses du projet sont régies par les règles, règlements, politiques et procédures du PNUD et, selon qu'ils sont applicables, les règles, règlements politiques et procédures du partenaire de réalisation.

2. Le PNUD fournit au donateur tous les rapports décrits ci-après conformément aux procédures du PNUD en matière de comptabilité et de rapports.

#### **2.1 Pour les accords d'un an ou moins :**

- a) Un rapport final résumant les activités du projet et les incidences des activités ainsi que les données financières provisoires, émanant du bureau de pays (ou du service compétent du siège dans le cas des projets régionaux ou mondiaux) dans les six mois suivant la date d'achèvement ou de résiliation de l'accord ;
- b) Un état financier annuel certifié au 31 décembre 2012 et devant être présenté au plus tard le 30 juin de l'année suivante, émanant du Bureau des finances et de l'administration, Bureau de la gestion du PNUD ;
- c) Un état financier annuel certifié, à l'achèvement du projet devant être présenté au plus tard le 30 juin de l'année suivant la clôture financière du projet, émanant du Bureau des finances et de l'administration, Bureau de la gestion du PNUD.

#### **2.2. Pour les accords de plus d'un an :**

- a) Un rapport annuel sur l'état d'avancement du projet, pour la durée de l'accord, ainsi que le budget approuvé le plus récent, émanant du bureau de pays (ou du service compétent du siège dans le cas des projets régionaux ou mondiaux) ;
- b) Un état financier annuel certifié au 31 décembre de chaque année et devant être présenté au plus tard le 30 juin de l'année suivante, émanant du Bureau des finances et de l'administration, Bureau de la gestion du PNUD ;
- c) Un rapport final résumant les activités du projet, et les incidences des activités et contenant également les données financières provisoires, émanant du bureau de pays (ou du service compétent du siège dans le cas des projets régionaux ou mondiaux) dans les six mois suivant la date d'achèvement ou de résiliation de l'accord ;
- d) Un état financier annuel certifié à l'achèvement du projet devant être présenté au plus tard le 30 juin de l'année suivant la clôture financière du projet, émanant du Bureau des finances et de l'administration, Bureau de la gestion du PNUD.

3. Si des circonstances particulières le justifient, le PNUD peut fournir des rapports plus fréquents aux frais du donateur. La nature spécifique et la fréquence de ces rapports sont précisées dans une annexe jointe à l'accord.



#### **Article IV. Services administratifs et d'appui**

1. Conformément aux décisions, politiques et procédures du Conseil d'administration du PNUD reflétées dans sa Politique de recouvrement des coûts au titre des mécanismes de financement autres que les ressources de base, les coûts indirects encourus par les entités du siège et des bureaux de pays du PNUD pour la fourniture de services généraux d'appui administratif seront imputés à la contribution. Pour couvrir ces coûts d'appui administratif, il sera imputé à la contribution une redevance de **3 %**. En outre, sous réserve qu'ils soient associés sans ambiguïté à ce projet spécifique, tous les coûts directs de mise en œuvre, y compris ceux encourus par le partenaire de réalisation, seront inscrits au budget du projet et imputables à un poste budgétaire défini et seront en conséquence supportés par le projet

2. Le total des montants inscrits au budget du projet, additionné des coûts estimés des services d'appui y afférents, ne doit pas dépasser le total des ressources mises à disposition au titre du présent accord et des fonds provenant d'autres sources de financement qui peuvent être mis à la dispositions du projet pour les coûts du projet et pour les coûts d'appui.

#### **Article V. Évaluation**

Tous les programmes et projets du PNUD sont évalués en conformité avec la Politique d'évaluation du PNUD. Le PNUD et le Gouvernement du projet, en consultation avec d'autres parties prenantes, se mettront d'accord sur l'objectif, l'utilisation, le calendrier, les mécanismes de financement et le cadre de référence du programme d'évaluation d'un projet, y compris une évaluation de sa contribution à un résultat recensé dans le Plan d'évaluation. Le PNUD commandera l'évaluation et celle-ci sera effectuée par des évaluateurs externes indépendants.

#### **Article VI. Équipement**

La propriété de l'équipement, des fournitures et des autres biens financés à partir de la contribution est assignée au PNUD. Les questions relatives au transfert de la propriété par le PNUD sont déterminées conformément aux politiques et procédures pertinentes du PNUD.

#### **Article VII. Audits**

La contribution est soumise exclusivement aux procédures de vérification interne et externe prévues par les règles, règlements financiers, politiques et procédures du PNUD. Si le rapport d'audit annuel du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU fourni au Conseil d'administration du PNUD contient des remarques relatives à la contribution, ces renseignements seront communiqués au donateur par le bureau de pays.

#### **Article VIII. Achèvement de l'accord**

1. Le PNUD informe le donateur de l'achèvement de toutes les activités ayant trait au projet conformément au descriptif du projet.



2. Nonobstant l'achèvement du projet, le PNUD conserve le solde inutilisé de la contribution jusqu'à ce que tous les engagements pris et toutes les obligations contractées aux fins de la réalisation du projet aient été honorés et jusqu'à ce qu'il ait été mis fin méthodiquement aux activités du projet

3. Si le solde inutilisé des paiements s'avère insuffisant pour satisfaire à tous les engagements et obligations susmentionnés, le PNUD en informe le donateur et le consulte sur la façon d'y satisfaire.

4. Dans le cas où le projet est achevé conformément au document du projet, tout solde inférieur à 5 000 dollars (cinq mille dollars des États-Unis) et qui n'a pas été déboursé est automatiquement retenu par le PNUD une fois que tous les engagements pris et toutes les obligations contractées ont été honorés. Tout solde supérieur à 5 000 dollars (cinq mille dollars des États-Unis), après qu'il a été satisfait aux engagements et obligations susmentionnés, est liquidé par le PNUD en consultation avec le donateur.

### **Article IX. Résiliation de l'accord**

1. Après consultations entre le donateur, le PNUD et le gouvernement du pays bénéficiaire, et sous réserve que les paiements déjà reçus additionnés aux autres fonds mis à la disposition du projet soient suffisants pour faire face à tous les engagements pris et à toutes les obligations contractées aux fins de l'exécution du projet, le présent accord peut être résilié par le PNUD ou par le donateur. L'accord cesse de produire effet trente (30) jours après que l'une des parties a notifié par écrit à l'autre partie sa décision de le résilier.

2. Nonobstant la résiliation du présent accord en tout ou en partie, le PNUD conserve les paiements inutilisés jusqu'à ce qu'il ait été satisfait aux engagements pris et aux obligations contractées durant l'exécution, en tout ou en partie, du projet pour lequel cet accord est résilié, et jusqu'à ce qu'il ait été mis fin méthodiquement aux activités du projet

3. Dans le cas où l'accord est résilié avant l'achèvement du projet, tout solde inférieur à 5 000 dollars (cinq mille dollars des États-Unis) qui n'a pas été déboursé est automatiquement retenu par le PNUD une fois que tous les engagements pris et toutes les obligations contractées ont été honorés. Tout solde supérieur à 5 000 dollars (cinq mille dollars des États-Unis), est liquidé par le PNUD en consultation avec le donateur. après qu'il a été satisfait aux engagements et obligations susmentionnés

### **Article X. Notification**

Toute notification ou toute correspondance entre le PNUD et le donateur sera adressée comme suit :

a) Monsieur Charles Nganfouomo, Directeur General des Collectivités Locales

Adresse : Immeuble de la Préfecture de Brazzaville, 3<sup>e</sup> Étage, Boulevard Général Alfred Raoul, Brazzaville République du Congo

b) Après réception des fonds, le PNUD adressera un courrier électronique au donateur à l'adresse électronique fournie ci-dessous pour confirmer que les fonds déposés ont été reçus par le PNUD.

[dgcl\\_cg@yahoo.fr](mailto:dgcl_cg@yahoo.fr)

(PTA) « Appui au processus de la Décentralisation », Numéro des Projets dans ATLAS 00071334-00074665-00071689

À l'attention de : Monsieur Charles Nganfuomo, Préfet Directeur General des Collectivités Locales

c) Au PNUD : Monsieur Lamin Manneh, Représentant Résident; [lamin.manneh@undp.org](mailto:lamin.manneh@undp.org);

Adresse : BP 465, Avenue Foch/Behagle Programme des Nations Unies pour le Développement  
Brazzaville

### Article XI. Amendement de l'accord

Le présent accord peut être amendé au moyen d'un échange de lettres entre le donateur et le PNUD. Les lettres échangées à cette fin font alors partie intégrante du présent accord.

### Article XII. Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur lorsqu'il a été signé par les parties concernées, à la date de la dernière signature.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont souscrit le présent accord en langue française, en deux exemplaires.

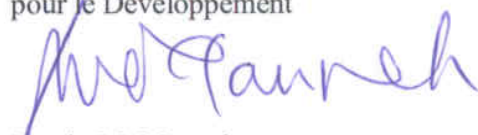
Pour le Gouvernement de la  
République du Congo

  
Charles Nganfuomo  
Préfet, Directeur Général des Collectivités Locales

Date 02 AVR 2012



Pour le Programme des Nations Unies  
pour le Développement

  
Lamin M. Manneh  
Représentant Résident

Date 02 AVR 2012

